

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 24 octobre 2022

Passons à l'offensive !

Celle-ci, Macron ne l'avait pas vue venir : la grève des raffineurs a fait éclater la contestation qui couvait depuis des mois. Et même si le mouvement est suspendu dans plusieurs raffineries, leur lutte n'est pas un coup pour rien. Au contraire, c'est un sérieux avertissement pour Macron et les patrons : l'esquisse d'un mouvement d'ensemble pour imposer une hausse générale des salaires. La journée de grève et de manifestations du 18 octobre n'est qu'un début.

Le début d'une lutte d'ensemble ?

Depuis des mois, des grèves isolées éclatent pour forcer le patronat à augmenter les salaires face à l'inflation. La grève des raffineurs s'est transformée en bras de fer entre d'un côté Macron et le patronat, de l'autre les grévistes et les salariés qui les soutenaient, malgré la propagande gouvernementale et la pénurie de carburant.

La réquisition des grévistes a provoqué une réaction spontanée de colère, de solidarité... et l'envie de s'y mettre pour régler leur compte aux ministres arrogants et aux patrons qui se gavent depuis des années. Partout c'est la même chose, les négociations dérisoires et les primes bidon, ça suffit : il faut augmenter les salaires ! Quand, en face, un Carlos Tavares, PDG de Stellantis, prétend être un salarié comme les autres avec ses 19 millions d'euros par an, ou un Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, s'augmente de 52 % en un an. À notre tour de récupérer ce qu'il nous faut pour boucler les fins de mois !

Préparer la suite

La grève dans les raffineries s'achève peut-être, mais la bataille est loin d'être terminée. Des grèves sur les salaires continuent dans plusieurs entreprises. Au point que c'en est devenu un problème politique pour le gouvernement, qui pousse les patrons à négocier boîte par boîte quelques petits réajustements ou quelques primes, afin d'éparpiller la contestation.

À l'inverse, de notre côté, pour préparer les prochaines étapes du mouvement, il faut nous organiser à la base et exprimer nos revendications communes à l'ensemble du monde du travail : par exemple 400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros net et l'indexation de tous les revenus sur l'inflation, en prenant sur les profits des capitalistes.

Notre motion de censure : la grève générale

Parce que ce mouvement a une portée politique, les partis de gauche tentent de canaliser la colère sociale dans des débats parlementaires, mais c'est une impasse. Car sur ce terrain, le gouvernement peut gérer la contestation, par exemple avec le 49.3 grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se soucier des milliers d'amendements proposés par la gauche et des heures de discussions à l'Assemblée nationale. Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et veulent durcir les règles d'allocation chômage. Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Notre force à nous travailleurs, c'est la grève !

La lutte appartient à ceux qui la mènent

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à plusieurs entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble coordonné et dirigé par la base, pas par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. Même quand elles semblent plus combatives, les directions syndicales ont leurs propres calculs d'appareils. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

Des journées de grève interprofessionnelle sont déjà prévues le 27 octobre et le 10 novembre, des occasions dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser. Mais pour faire caner le patronat et le gouvernement, il ne suffit pas de journées d'action, il faut une lutte d'ensemble décidée à aller jusqu'au bout.

Relever la tête, c'est maintenant !

A l'appel de l'intersyndicale nationale, la CGT a entraîné une partie d'entre nous à se solidariser avec les grévistes des raffineries mardi 18 octobre.

Au moment où l'inflation devient problématique pour tous les travailleurs, il est urgent de bousculer les négociations qui vont s'ouvrir à Suez. Les 50 euros de « complément » qu'on touche depuis juillet sont loin de compenser nos pertes. Profitons des prochaines dates de grèves pour nous mobiliser, nous organiser pour gagner les centaines d'euros qu'il nous faut.

Système D : les agents ont des idées

Ce que nous a appris la grève des raffineurs, c'est qui fait tourner le pays, les travailleurs.

Chez nous, on n'a pu compter que sur la solidarité entre collègues pour s'organiser dans la période : partage des véhicules de service ou échanges d'infos sur les stations ouvertes via groupes Whatsapp créés pour l'occasion... Les initiatives des collègues ont été nombreuses et heureusement, car si on avait dû attendre les prises de décision venues d'en haut, on aurait dû pousser nos voitures ! Des capacités que nous pouvons utiliser aussi pour faire valoir nos revendications.

Suez Réinvest... sur nos salaires !

Nous n'arrêtons pas de recevoir des mails pour nous inciter à investir chez Suez. Un vrai harcèlement. Échéancier sur quatre ans à l'appui, il s'agit de nous convaincre d'investir à coups de 50 euros, 100 euros, en fonction de nos possibilités. Non seulement ils profitent de notre travail, mais ils voudraient en plus capter nos économies pour faire grossir leur capital. Le beurre et l'argent du beurre.

Des économies, nous en avons fort peu, et Suez qui nous paie est bien placé pour le savoir. Ce que nous voulons, c'est un plan d'investissement dans nos salaires.

L'argent derrière les bons sentiments

Avez-vous entendu parler du projet Lotus ? C'est un programme Suez de formation et d'intégration des « personnes éloignées de l'emploi », notamment les réfugiés. Sous un aspect humaniste, Suez oublie de dire que l'entreprise peut toucher jusqu'à 8 000 euros d'aide par contrat pro. Ce n'est pas par générosité que Suez emploie quelques personnes précaires. Ils y trouvent une communication qui les met en valeur et surtout une main d'œuvre pas chère sur des métiers en tension.

La meute des charognards d'extrême droite est lâchée

Le meurtre dans des conditions effroyables de Lola, une enfant de 12 ans, a donné lieu, au mépris de la

volonté de la famille endeuillée, à une récupération politique odieuse de l'extrême droite et de la droite. Sous prétexte que la principale suspecte est en situation irrégulière, l'extrême droite a appelé à des rassemblements en ciblant tous les immigrés dans une surenchère raciste. Ces démagogues utilisent ce meurtre pour alimenter le racisme et la haine à des fins électorales. Ne nous laissons pas diviser par leurs discours nauséabonds.

Pédiatrie en danger

Dans une lettre envoyée à Macron, plus de 4 000 soignants pédiatres, des syndicats et des associations de patients ont fait état de la situation intenable dans les services de pédiatrie. À cause des fermetures de lits et du manque d'effectif et de places en réanimation, des enfants ne peuvent plus être pris en charge. Des soins sont reportés, des enfants renvoyés dans les services adultes ou dans des hôpitaux à des centaines de kilomètres. Des adolescents fragiles sont renvoyés chez eux.

Les épidémies hivernales sont pourtant prévisibles. Mais le gouvernement laisse les soignants se débrouiller et met les enfants en danger.

Leçon de lutte des classes

L'argent ruisselle vers les grandes marques du luxe. LVMH a augmenté son chiffre d'affaires de 22 % au troisième trimestre 2022, Hermès de 24 % et Kering de 14 %. Après que les actionnaires se sont gavés de dividendes, obtenus par la hausse des prix et la spéculation, ils se pavanent en carrés Hermès et montres Rolex. Pendant ce temps, les salariés galèrent pour finir les fins de mois. Renverser la société capitaliste, ce ne serait pas du luxe !

Fin de bail pour la Première ministre britannique

Liz Truss n'aura duré que 44 jours à la tête du gouvernement britannique. La baisse annoncée des impôts pour les riches a fait plonger la bourse, les financiers lui reprochant un projet « non financé ». Il aurait donc fallu ajouter des coupes dans les services publics, les pensions ou les allocations chômage ? Mais avec une classe ouvrière plus mobilisée que jamais pour défendre ses salaires, il y aurait eu un risque d'embrasement.

Déjà sur la sellette, la Première ministre a fini de fracturer son camp en imposant aux députés un vote en faveur du gaz et pétrole de schiste, peu populaires auprès de leurs électeurs. Les conservateurs, inquiets pour leur réélection, ont donc poussé Truss vers la sortie. Mais rien à attendre du ou de la remplaçante, ni des nouvelles élections souhaitées par le Parti travailliste, qui rêve de mener lui-même l'offensive anti-ouvrière.

Pour imposer les hausses de salaire, la lutte continue.